

Subsides

étouffent les initiatives que prennent les entreprises privées pour essayer de sortir le pays de l'impasse.

Il suffit d'examiner les statistiques pour la fin de janvier. Notre économie a commencé à se remettre de la crise au cours des premier et deuxième trimestres de 1975. On a immédiatement imposé des restrictions au cours du dernier trimestre et la seule chose qui nous permet de tenir le coup, c'est que nos voisins du Sud, les Américains, accroissent leur productivité davantage. Je sais que le programme de réglementation des prix et des salaires favorise également l'inflation. Le taux d'inflation peut même être fixé dans une loi; il est de 10 p. 100; ce n'est pas ainsi que l'on fera disparaître l'inflation.

On connaît bien les causes fondamentales de l'inflation. Elle est due à l'attitude du gouvernement et à la technique de confrontation appliquée par le premier ministre. La confrontation avec les travailleurs et les entreprises, c'est là le nœud du problème. Je conseille au gouvernement de regarder les faits. La population se préoccupe de l'économie du pays. Le gouvernement devrait reconnaître qu'il a mis le pays dans un mauvais pas. Il devrait l'en sortir et l'orienter vers l'expansion, utiliser l'expansion pour accroître la productivité. Il y a plusieurs façons d'y aboutir. Ce peut être en rabaisant les taux d'intérêt.

● (1620)

L'Orateur suppléant (M. Turner): A l'ordre, s'il vous plaît. Je regrette d'interrompre le député, mais son temps de parole est écoulé.

Des voix: Poursuivez.

L'Orateur suppléant (M. Turner): Le député peut poursuivre s'il y a consentement unanime. Y a-t-il consentement unanime?

Des voix: D'accord.

M. Hamilton (Qu'Appelle-Moose Mountain): Je n'abuserai pas, monsieur l'Orateur. Je veux simplement dire qu'il y a bien des façons d'accroître cette productivité. Je regrette que le ministre du Travail (M. Munro) ait quitté la Chambre parce que la façon d'obtenir de faire produire l'ouvrier n'est pas de le pousser ou le forcer. Il en va de même pour le monde des affaires. On n'arrive à rien avec les entreprises, les travailleurs ou les Canadiens en général en les poussant. La seule façon de faire relever un défi à un Canadien est de lui montrer la voie. Les travailleurs et les entreprises savent qu'ils ont bien des défauts et que les extrêmes auxquels ils sont allés ces dernières années ont contribué à accroître le problème de l'inflation, mais il faut leur montrer la voie de façon positive.

J'avais l'intention de lire une longue liste de façons d'augmenter la productivité, mais j'aimerais simplement terminer en disant que, sur la question du rendement commercial, depuis 12 ans, le gouvernement d'en face, indépendamment de son chef, fait faux bond au pays. Ce que nous avons essayé si fort de faire sous la direction de l'honorable député de Prince Edward-Hastings (M. Hees) et, dans une moindre mesure, de certains d'entre nous, a été de lancer les industries de fabrication et de ressources du pays vers les marchés mondiaux. Les résultats de tous nos efforts dans ce sens se sont effrités au cours des 12 dernières années. La situation est encore la même.

J'ai signalé au gouvernement que la réponse, dans les recommandations que lui ont présentées les commissions royales d'enquête et des gens de partout dans le monde, réside dans deux ou trois points. Il faut modifier notre régime fiscal de façon à encourager le plus possible la productivité chez le travailleur, l'investisseur, l'épargnant.

[M. Hamilton (Qu'Appelle-Moose Mountain).]

C'est la façon d'accroître la productivité et de résoudre ce problème de l'inflation beaucoup plus facilement—c'est un problème distinct même s'il est connexe. Si notre pays croît, nous saurons dans le fond de nous-mêmes, que nous répondons à un besoin réel du monde et non seulement des Canadiens. Nous aurons en même temps le sentiment d'avancer plus vite en travaillant plus fort et en croissant plutôt qu'en vivant dans un pays qui s'oriente vers de plus en plus de restrictions.

M. Lorne Nystrom (Yorkton-Melville): Monsieur l'Orateur, je suis très heureux que le député de York-Simcoe (M. Stevens) ait présenté aujourd'hui une motion relative à notre commerce car ce qui se passe aujourd'hui dans le domaine commercial et ce qui, selon toutes vraisemblances, se passera à l'avenir me permet de prédire que le Canada va connaître les problèmes économiques les plus sérieux qu'il ait jamais connus à moins que le gouvernement ne change de politique et ne cesse d'emprunter des milliards de dollars sur le marché des capitaux, etc. Nous avons à l'heure actuelle des problèmes économiques réellement graves.

Nous savons bien que le Canada est un pays dominé par les investisseurs étrangers. A bien des égards nous ne sommes qu'une unité économique et ne sommes pas en mesure de prendre les décisions que nous devrions prendre pour renverser la vapeur et créer des emplois pour nos citoyens. Les dernières statistiques commerciales publiées en janvier montrent que le déficit commercial était au Canada de 309 millions de dollars, soit 91 millions de plus qu'en décembre dernier. Les importations ont augmenté de 7 p. 100 pour atteindre un record de 3.1 milliards. Les exportations sont tombées à 2.85 milliards. La tendance actuelle est donc à la chute des exportations, et lorsque les exportations baissent, le chômage augmente. Le gouvernement a élaboré un programme de contrôle des prix et des salaires qui accable principalement nos travailleurs. Tout compte fait, nous aurons l'année prochaine plus de chômage et plus de problèmes qu'aujourd'hui.

Je pense que le temps est venu de réévaluer l'état général de notre économie afin de savoir dans quel sens elle se dirige. Je pense que nous devons prendre des mesures à long terme pour régler la situation. Il est important de prendre des mesures à court-terme, et nous pouvons faire certaines choses aujourd'hui, mais il nous faut une politique industrielle à long terme, une planification de l'industrie à l'échelle nationale à laquelle toutes les parties du pays pourraient participer davantage. Je pense d'abord à ce qui a été la plus grande erreur que l'on ait commise dans le passé, celle qu'a mentionnée le député de Qu'Appelle-Moose Mountain (M. Hamilton). Notre principale source de revenu est l'exportation. Nous exportons des matières premières et importons des produits finis. Cela signifie que nous exportons du travail, ce qui accroît le chômage au pays. Lorsque nous avons ce genre d'économie de succursale, si les autres pays du monde ont des problèmes ou souffrent d'une crise économique, nous en ressentons le contrecoup parce que les autres pays achètent moins de nos matières et de nos produits non finis.

Toutes les politiques fiscales du gouvernement dans le passé ont visé à venir en aide au secteur extractif plutôt qu'au secteur manufacturier. Il s'ensuit que nous avons au Canada toute une série de petites industries et entreprises qui cherchent à imiter les industries et les entreprises américaines. Quand nous parlons de stratégie industrielle au Canada, il faut, je crois, songer à l'organisation de l'industrie canadienne et à la spécialisation dans certaines industries en vue de soutenir la concurrence à l'étranger.